

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

La législation belge et étrangère relative aux titres-repas

Flohimont, Valérie

Published in:

Revue belge de sécurité sociale

Publication date:

1999

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Flohimont, V 1999, 'La législation belge et étrangère relative aux titres-repas', *Revue belge de sécurité sociale*, Numéro 4, p. 979.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

by the authorities. The formula for the calculations are increasingly subtle and there are many possibilities of cumulating measures. Under these circumstances, certain social secretariats have decided to charge a ... "flat-rate fee" for the calculation of reductions of social security contributions that their members could claim. If the measures for reducing contributions are to meet the objectives set by the Government, we are of the opinion that simplification is needed.

•
• *

“La législation belge et étrangère relative aux titres-repas”

par Valérie Flohimont

Depuis près de trente ans, les titres-repas se développent dans plusieurs pays du monde. Basé au départ sur des tolérances administratives, le système a été soumis, au cours du temps, à différentes législations : tantôt sociales, parfois plus ou moins laxistes, parfois plus strictes.

Le présent article a pour objectif de décrire, de manière claire, les différentes législations relatives aux titres-repas en Belgique, en France et au Grand-Duché du Luxembourg.

Les questions légales concernant les titres-repas sont abordées sous plusieurs angles. D'une part d'un point de vue géographique : comment ont été réglés les problèmes en Belgique, en France et au Grand-Duché du Luxembourg. D'autre part d'un point de vue législatif : quelle est la législation fiscale en vigueur ? Quelle est la législation sociale applicable ? Et enfin du point de vue des statuts : les règles diffèrent-elles selon les organismes ou sociétés octroyant ces titres (sociétés privées, pouvoirs publics fédéraux, régionaux et communautaires, administrations provinciales et locales).

En outre, au travers de toutes ces questions, divers problèmes pratiques sont abordés. Qu'en est-il du cumul "octroi de titres-repas"/"bénéfice d'un restaurant d'entreprise" ? Que faut-il entendre par "repas" ? Qu'est-ce qu'une journée de travail effectivement prestée ? Etc..

Le présent article ne prétend nullement apporter une réponse concrète à tous les problèmes rencontrés sur le terrain. Il a pour objectif de soumettre des pistes de réflexion et de solution au lecteur.